

**SOCIÉTÉ D'INFRASTRUCTURES GAZIÈRES**

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2021)**

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**MAZARS**  
61 rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2021)**

A l'assemblée générale  
**SOCIÉTÉ D'INFRASTRUCTURES GAZIÈRES**  
4 Place Raoul Dautry  
75015 Paris

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts et votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOCIÉTÉ D'INFRASTRUCTURES GAZIÈRES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels concernent pour Mazars et pour PricewaterhouseCoopers Audit des rapports légaux relatifs à la distribution d'acompte sur dividendes ou à l'occasion d'une émission d'emprunts obligataires.

### **Justification des appréciations – Points clés de l'audit**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Point clé de notre audit : Valorisation des titres de participation**

Au 31 décembre 2021, les titres de participation détenus par SIG dans GRTgaz sont inscrits dans les comptes annuels pour une valeur nette comptable respective de 2 780 millions d'euros, ainsi, les participations représentent 99,6% de l'actif total de SIG.

Comme indiqué dans le paragraphe 'Titres de participations' de l'annexe aux comptes annuels, lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur comptable, une provision est constatée à hauteur de la différence.

Pour s'assurer de la valeur d'inventaire des titres, la société s'appuie, entre autres, sur une expertise extérieure périodique réalisée. Cette expertise, qui détermine une fourchette de valorisation, repose sur des hypothèses économiques et fait référence à l'historique des états financiers. Les hypothèses de valorisation intègrent des prévisions de résultat sur la base des budgets, des projections de flux de dividendes actualisés, des évolutions de taux (taux de rendement sans risque, prime de risque de marché, bêta des fonds propres, prime de risque spécifique), des comparables boursiers et l'examen des principales transactions.

Selon le rapport de valorisation de l'expert, la valeur de la participation ressort à 3 772M€, soit une marge de 992M€.

Compte tenu du poids des titres de participation au bilan, de la complexité des modèles utilisés et de leur sensibilité aux variations de données et des hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations, nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé de l'audit.

#### Réponses apportées par le collège des Commissaires aux comptes lors de l'audit

Afin d'apprécier le caractère raisonnable de l'estimation de la valorisation des titres de participation détenus par SIG dans GRTgaz, nos travaux ont consisté à :

- Prendre connaissance du rapport produit par l'expert indépendant
- Apprécier le caractère raisonnable des hypothèses économiques utilisées et données prévisionnelles sur la base des informations qui nous ont été communiquées ;
- Apprécier les principes et méthodes de détermination de la valorisation au regard des méthodes d'évaluation généralement admises.
- Comparer les données utilisées dans la réalisation du test de dépréciation des titres de participation aux données sources fournies par l'expertise.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

#### ***Rapport sur le gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

#### ***Autres informations***

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

### ***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Société d'Infrastructures Gazières par vos statuts du 31 mai 2011 pour le cabinet Mazars et par l'Assemblée Générale du 21 novembre 2012 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2021, le cabinet Mazars était dans la 11<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 10<sup>ème</sup> année.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### ***Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit***

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 1<sup>er</sup> juin 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS

Frédéric Trouillard Mignen

Jean-Claude Pauly

## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	2 779 919 809		2 779 919 809	1 541 434 851
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>2 779 919 809</b>		<b>2 779 919 809</b>	<b>1 541 434 851</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
Autres créances				
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	5 259 987	13 835	5 246 151	2 364 577
Disponibilités	3 727 077		3 727 077	610 397
Charges constatées d'avance (3)	12 700		12 700	2 100
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>8 999 764</b>	<b>13 835</b>	<b>8 985 928</b>	<b>2 977 074</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 788 919 572</b>	<b>13 835</b>	<b>2 788 905 737</b>	<b>1 544 411 924</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

## Bilan passif

	31/12/2021	31/12/2020
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	901 949 590	659 040 620
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	592 557 247	119 092 798
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	25 981 039	23 305 187
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	417 861	322 805
Report à nouveau	-63 267 900	-38 883 397
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	196 658 990	53 517 035
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	47 992 864	47 934 390
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 702 289 692</b>	<b>864 329 440</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	1 081 973 820	679 737 975
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	100 254	100 254
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	364 589	244 255
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 177 383	
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>1 086 616 045</b>	<b>680 082 484</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 788 905 737</b>	<b>1 544 411 924</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	1 072 344 149	670 509 117
(1) Dont à moins d'un an (a)	14 271 896	9 573 367
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

## Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2021	31/12/2020
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)				
<b>Chiffre d'affaires net</b>				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits			35 950	29 200
<b>Total produits d'exploitation (I)</b>			<b>35 950</b>	<b>29 200</b>
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			817 861	485 377
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges				
<b>Total charges d'exploitation (II)</b>			<b>817 861</b>	<b>485 377</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>-781 911</b>	<b>-456 177</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			102 758 249	78 206 938
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			6 064 908	6 638
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total produits financiers (V)</b>			<b>108 823 157</b>	<b>78 213 576</b>
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			9 771	6 068 972
Intérêts et charges assimilées (4)			17 805 162	17 198 832
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			132 725	72 429
<b>Total charges financières (VI)</b>			<b>17 947 658</b>	<b>23 340 233</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>			<b>90 875 499</b>	<b>54 873 343</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>			<b>90 093 588</b>	<b>54 417 166</b>

## Compte de résultat (suite)

	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	294 147 497	
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	963 437	
<b>Total produits exceptionnels (VII)</b>	<b>295 110 934</b>	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	187 523 621	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 021 911	900 131
<b>Total charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>188 545 532</b>	<b>900 131</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>106 565 402</b>	<b>-900 131</b>
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	<b>403 970 041</b>	<b>78 242 776</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>207 311 051</b>	<b>24 725 741</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>196 658 990</b>	<b>53 517 035</b>
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	102 758 249	78 206 938
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	17 805 162	17 198 832

**Annexe**

## Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 2 788 905 737 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 196 658 990 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 24 mai 2022 par les dirigeants de l'entreprise.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au PCG à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les modèles retenus pour le bilan, le compte de résultat et l'annexe correspondent au système de base (PCG art. 821-1 s.).

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Titres de participation :

Les titres de participation figurent au bilan à leur valeur d'acquisition majorée des frais d'acquisition. Les frais d'acquisition font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur cinq années.

Lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur comptable, une provision est constatée à hauteur de la différence. Pour s'assurer de la valeur d'inventaire des titres, la société s'appuie, entre autres, sur un expert indépendant, externe à la société.

Cette expertise, qui détermine une fourchette de valorisation, repose sur des hypothèses économiques et fait référence à l'historique des états financiers.

Les hypothèses de valorisation intègrent des prévisions de résultat sur la base des budgets, des projections de flux de trésorerie actualisés, des évolutions de taux (taux de rendement sans risque, prime de risque de marché, bêta des fonds propres, TRI), des comparables boursiers et l'examen des principales transactions.

Selon le rapport de valorisation établi par INDEFI, la valeur de la participation de 38.60% détenue par SIG dans GRTgaz au 31/12/2021 ressort à 3 772 M€. Les titres sont comptabilisés au bilan pour 2 780 M€.

Selon le rapport de valorisation établi par INDEFI, la société a décidé de ne pas comptabiliser de provision.

## Règles et méthodes comptables

### Frais d'acquisition de titres :

Les frais d'acquisition de titres de participation ont été activés et font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur 5 ans prorata temporis.

### Provisions réglementées :

La société a opté pour l'amortissement fiscal des frais d'acquisition des titres de participation sur 5 ans par le biais d'un amortissement dérogatoire, tel que prévu par la législation.

- Frais d'acquisition :

52 785 681 €

- Amortissement dérogatoire de la période :

1 021 911 €

- Amortissement dérogatoire cumulé :

47 992 865 €

### Produits et charges financiers :

- Les charges financières correspondent aux intérêts de l'emprunt obligataire qui sont calculés prorata temporis sur la base du taux fixe d'intérêt prévu au contrat.

- Les produits financiers sont comptabilisés prorata temporis pour les intérêts et à la date de l'assemblée générale décidant de la distribution pour les dividendes.

### Produits et charges exceptionnels :

Les produits et charges exceptionnels sont principalement composés du traité d'apport en nature portant sur 2 353 207 actions de la société Elengy S.A..

Cet apport en nature a un impact positif sur les comptes évalué à hauteur de 107 587 313 €.

Les autres charges exceptionnelles sont composées de l'amortissement dérogatoire des frais d'acquisition des titres de participation. Le montant de l'amortissement sur l'année s'élève à 1 021 911 €, contre 900 131 € l'année précédente.

### Valeurs mobilières de placement

Il s'agit de titres acquis en vue de réaliser un gain à brève échéance et que l'entreprise n'a donc pas l'intention de conserver durablement.

Il s'agit des titres Amundi que SIG a acquis en 2018.

Ils sont comptabilisés à leur valeur d'achat.

A chaque clôture, la valeur comptable est comparée avec la valeur réelle et une provision pour dépréciation est comptabilisée si le montant de la valeur réelle est inférieure à la valeur d'achat.

Lors d'une cession, la valeur de vente est comparée à la valeur d'achat et le différentiel est soit un produit ou une charge financière de l'exercice.

## Faits caractéristiques

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

La société a procédé à l'émission d'une nouvelle souche obligataire pour un montant nominal de 402 500 000 euros (4 025 obligations de valeur nominale de 100 000 euros chacune) à échéance du 12 juillet 2033 à un taux 1.913 % par an.

La société a procédé, en date du 9 décembre 2021, à une augmentation de capital d'un montant total de 242 908 970 euros pour le porter de 659 040 620 euros à 901 949 590 euros, par émission de 24 290 897 actions nouvelles de 10 euros de valeur nominale chacune. Cette augmentation de capital a été assortie d'une prime d'émission de 19,74 euros par action nouvellement créée soit une prime d'émission totale de 479 395 813,81 euros.

Suivant le traité d'apport du 03 décembre 2021, la société a apporté ses parts ELENGY à GRTGaz et a obtenu en contrepartie une participation complémentaire auprès de GRTGaz évaluée à hauteur de 294 147 497 euros.

En date du 29 juillet 2021, ENGIE et SIG ont conclu un contrat de cession portant sur les actions GRTgaz représentant, 11,86 % du capital social de GRTgaz. Le prix de cession de ces actions GRTgaz s'élève à 1 121 250 000 euros.

### Autres éléments significatifs

Les événements récents liés à la crise sanitaire générée par l'épidémie de Covid-19 ont impacté l'économie française et mondiale au cours de l'exercice 2021. Cette situation est un événement majeur de l'exercice.

La valorisation des titres de participation détenus par la société, qui sont des actifs de long terme, reflète une estimation retenue par la Direction compte tenu de l'incertitude engendrée par la crise sanitaire Covid 19 qui a nécessité un degré de jugement élevé dans le choix des paramètres du modèle de valorisation.

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagement divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
- Participations	1 547 499 759	1 419 943 670	187 523 621	2 779 919 809
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 547 499 759	1 419 943 670	187 523 621	2 779 919 809
<b>Immobilisations financières</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 547 499 759</b>	<b>1 419 943 670</b>	<b>187 523 621</b>	<b>2 779 919 809</b>



## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 12 700 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres			
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	12 700	12 700	
<b>Total</b>	<b>12 700</b>	<b>12 700</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

### Capitaux propres

#### Composition du capital

Capital social d'un montant de 901 949 590,00 Euros décomposé en 90 194 959 titres d'une valeur nominale de 10,00 Euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	65 904 062	10
Titres émis pendant l'exercice	24 290 897	10
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	90 194 959	10

## Notes sur le bilan

## Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 07/05/2021.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	53 517 035
Prélèvements sur les réserves	
<b>Total des origines</b>	<b>53 517 035</b>
Affectations aux réserves	14 633 639
Distributions	38 883 397
Autres répartitions	
Report à Nouveau	
<b>Total des affectations</b>	<b>53 517 035</b>

## Tableau de variation des capitaux propres

Le montant des acomptes sur dividendes versés au 31/12/2021, inclus sur la ligne de report à nouveau, se monte à 63 267 900 Euros. Le montant des acomptes sur dividendes versés au titre de l'exercice précédent se montait à 38 883 397 Euros.

	Solde au 01/01/2021	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2021
<b>Capital</b>	<b>659 040 620</b>		<b>242 908 970</b>		<b>901 949 590</b>
<b>Primes d'émission</b>	<b>119 092 798</b>		<b>479 395 814</b>	<b>5 931 366</b>	<b>592 557 247</b>
Réserve légale	23 305 187	2 675 852	2 675 852		25 981 039
Réserves générales	322 805	11 957 787	11 957 787	11 862 731	417 861
Report à Nouveau	-38 883 397	38 883 397	38 883 397	63 267 900	-63 267 900
Résultat de l'exercice	53 517 035	-53 517 035	196 658 990	53 517 035	196 658 990
Dividendes					
Provisions réglementées	47 934 390		1 021 911	963 437	47 992 864
<b>Total Capitaux Propres</b>	<b>864 329 440</b>		<b>973 502 721</b>	<b>135 542 469</b>	<b>1 702 289 692</b>

## Notes sur le bilan

### Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	47 934 390	1 021 911	963 437	47 992 864
Prêts d'installation				
Autres provisions				
<b>Total</b>	<b>47 934 390</b>	<b>1 021 911</b>	<b>963 437</b>	<b>47 992 864</b>
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		1 021 911	963 437	

## Notes sur le bilan

Tableau des provisions et dépréciations

	Montant au début d'ex.	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : Reprises ex.	Montant fin exercice
Provisions réglementées				
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	47 934 390	1 021 911	963 437	47 992 864
Dont majorations except. 30%				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>Provisions réglementées Total I</b>	<b>47 934 390</b>	<b>1 021 911</b>	<b>963 437</b>	<b>47 992 864</b>
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pr charges soc et fisc sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>Provisions risques et charges Total II</b>				
Dépréciations				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence	6 064 908		6 064 908	
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en- cours				
Sur comptes clients				
Autres dépréciations	4 064	9 771		13 835
<b>Dépréciations Total III</b>	<b>6 068 972</b>	<b>9 771</b>	<b>6 064 908</b>	<b>13 835</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III )</b>	<b>54 003 363</b>	<b>1 031 682</b>	<b>7 028 345</b>	<b>48 006 700</b>
Dotations et reprises d'exploitation				
Dotations et reprises financières		9 771	6 064 908	
Dotations et reprises exceptionnelles		1 021 911	963 437	
Titres mis en équivalence : dépréciations de l'exercice				

## Notes sur le bilan

## Dettes

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 086 616 045 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)	1 081 973 820	9 629 671	2 659 869	1 069 684 280
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	364 589	364 589		
Dettes fiscales et sociales				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 177 383	4 177 383		
Autres dettes (**)	100 254	100 254		
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>1 086 616 045</b>	<b>14 271 896</b>	<b>2 659 869</b>	<b>1 069 684 280</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	402 500 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	664 967			
(**) Dont envers les associés				

## Charges à payer

	Montant
FOURN. FACT.NON PARVENUES	102 929
FRS IMMOB. FI. - FACTURES NON PARVE	4 177 383
INTÉRÊTS COURUS S/ EMPRUNTS OBLI.	8 964 703
FOURNISSEURS	261 660
<b>Total</b>	<b>13 506 675</b>

## Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
COMMISSION CACEIS	4 780		
MCM AVOCATS	7 920		
<b>Total</b>	<b>12 700</b>		

## Autres informations

### Evènements postérieurs à la clôture

Le 24 février 2022, la Russie a envahi l'Ukraine, déclenchant une guerre et des tensions géopolitiques mondiales, ce qui a conduit les États-Unis, l'Europe et certains autres pays à imposer des sanctions financières et commerciales sans précédent à l'économie russe, y compris des gels d'actifs et des restrictions sur des individus et des institutions, notamment la Banque centrale russe. En conséquence, le Rouble s'est considérablement affaibli et l'économie russe est confrontée à une crise majeure ayant des répercussions sur l'économie mondiale. Ces évènements n'ont aucun impact significatif sur les comptes de la société.

## Notes sur le compte de résultat

### Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/07/2011, la société SA STE D'INFRASTRUCTURES GAZIERES est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe HOLDING D'INFRASTRUCTURES GAZIERES.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :